

DROIT PENAL INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

THÈSE DE DOCTORAT

1. **L'extradition des nationaux**, Université de Poitiers, 1999.

CHRONIQUE DE DROIT PÉNAL INTERNATIONAL – REVUE PÉNITENTIAIRE ET DE DROIT PÉNAL

2. **Le contrôle des demandes d'entraide judiciaire et de leur exécution**, RPDP 2003, pp. 573- 581.
3. **Le nouveau droit commun de l'extradition**, RPDP 2004, pp. 701-712.
4. **Contribution au débat sur l'article 18 alinéa 5 du code de procédure pénale**, RPDP 2006, pp. 443-453.
5. **Réflexions sur la qualification d'une nouvelle juridiction hybride : le Tribunal spécial pour le Liban**, RPDP 2007, pp. 443-452.
6. **Les intérêts essentiels de la Nation et l'entraide judiciaire internationale**, RPDP 2008, pp. 913-924.
7. **L'adaptation du droit français au Statut de Rome ou chronique d'une loi annoncée**, RPDP 2010, pp. 161-172.
8. **Deux nouvelles compétences extraterritoriales** (*Loi n°2009-1503 du 8 déc. 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports*), RPDP 2010, pp. 465-475.
9. **La révision du Statut de la Cour pénale internationale**, RPDP 2011, pp. 469-480.
10. **Immunité des chefs d'État et Cour pénale internationale** (*Décisions de la Chambre préliminaire I, 12 et 13 déc. 2011 – Manquement de la République du Malawi et de la République du Tchad à leur obligation de coopérer – Affaire le Procureur c/ Omar Al Baschir*), RPDP 2012, pp. 459-473.
11. **Résidence sur le territoire français et droit pénal international**, RPDP 2013, pp. 445-460.
12. **Application du droit pénal français dans l'espace – À propos de quelques dispositions issues de la loi du 5 août 2013**, RPDP 2014, pp. 429-443.
13. **Actualité du droit de l'extradition**, RPDP 2015, pp. 403-418.
14. **Non-extradition des personnes bénéficiant de la protection subsidiaire** (*CE 30 janv. 2017, req. n°394172*), RPDP 2018, pp. 419-420.
15. **Extradition – Appréciation de la condition de la double incrimination** (*Cass. crim. 21 mars 2017, pourvoi n°16-87722*), RPDP 2018, p. 420.

16. **Impossibilité de placer sous écrou extraditionnel une personne dont le gouvernement à déclarer ne pas mettre à exécution le décret accordant son extradition** (*Cass. crim. 29 mars 2017, pourvoi n°17-80239*), RPDP 2018, pp. 420-421.
17. **Modalités d'une nouvelle décision d'extradition en cas de non-exécution d'un décret d'extradition motivé par un arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme** (*CE 22 déc. 2017, req. n°408811*), RPDP 2018, pp. 421-422.
18. **Contrôle de la régularité des actes exécutés sur demande d'entraide** (*Cass. crim. 7 juin 2017, pourvoi n°16-87114 et Cass. crim. 4 oct. 2017, pourvoi n°17.81291*), RPDP 2018, pp. 422-426.
19. **Valeur des renseignements transmis par les attachés de sécurité intérieure** (*Cass. crim. 19 sept. 2017, pourvoi n°17-82317*), RPDP 2018, p. 426.
20. **Compétence *ratione materiae* de la Cour pénale internationale : déclenchement de la compétence de la Cour à l'égard du crime d'agression** (*Résolution ICC-ASP/16/Res.5 du 14 déc. 2017*), RPDP 2018, pp. 427-428.
21. **Non-exécution par l'Afrique du Sud et la Jordanie de leur obligation d'arrêter et de remettre Omar Al Bashir à la Cour pénale internationale** (*CPI, cha. préI. III, 6 juill. 2017 et CPI, cha. préI. II, 11 déc. 2017*), RPDP 2018, pp. 431-434.
22. **Application du droit pénal dans l'espace : de quelques exemples d'inapplication du principe *Ne bis in idem*** (*Cass. crim. 17 janv. 2018, pourvoi n° 16-86.491 – Cass. crim. 14 mars 2018, pourvoi n° 16-82.117 et Cass. crim. 2 mai 2018, pourvoi n° 18-80.860*), RPDP 2019, pp. 489-493.

ENCYCLOPEDIAS JURIDIQUES

23. **Notification et signification des actes (matière pénale)**, Répertoire de droit international, Dalloz, 2000.
24. **Témoign (matière pénale)**, Répertoire de droit international, Dalloz, 2001.
25. **Notification et signification des actes (matière pénale)**, Répertoire de droit international, Dalloz, 2^{ème} éd., 2007.
26. **Témoign (matière pénale)**, Répertoire de droit international, Dalloz, 2^{ème} éd., 2007.
27. **Application de la loi pénale dans l'espace - Infractions commises ou réputées commises sur le territoire de la République**, Jurisclasseur Pénal Code, Art. 113-1 à 113-12, fasc. 10, 2011.
28. **Application de la loi pénale dans l'espace - Infractions commises hors du territoire de la République**, Jurisclasseur Pénal Code, Art. 113-1 à 113-12, fasc. 20, 2012.

AUTRES PUBLICATIONS

29. **La constitutionnalité d'une loi autorisant l'extradition par la France de ressortissants français**, (en collab. avec M. Massé) Rapport au ministère de la Justice, EPRED, 1994.
30. **L'extradition des nationaux**, RPDP 1999, pp. 317-325.

31. **Les compétences criminelles concurrentes nationales et internationales et le principe *Ne bis in idem***, Rapport pour la France, Colloque préparatoire du XVII^e Congrès international de droit pénal, Section IV, Berlin, 2003, RIDP 2002, Erès éditions, pp. 913-940.
32. **Les dispositifs judiciaires de lutte contre la délinquance économique et financière en Europe. Droit international.** (en collab. avec B. AUBERT et M. MASSE), in *L'organisation des dispositifs spécialisés de lutte contre la criminalité économique et financière en Europe*, Coll. de la Faculté de droit et des sciences sociales de Poitiers, nouvelle série, n° 4, L.G.D.J., 2004, pp. 49-109.
33. **L'entraide pénale internationale, Circulaire-Mémento**, Collectif, Direction des affaires criminelles et des grâces, Ministère de la justice, 2004.
34. **L'interprétation de l'acquis Schengen par l'arrêt de la CJCE du 11 février 2003**, Annuaire de droit européen 2003, Bruylant, 2005, pp. 868-879.
35. **La transposition des motifs de non-exécution d'un mandat d'arrêt européen**, Annuaire de droit européen 2004, Bruylant, 2006, pp. 1044-1061.
36. **Le recul de l'amnistie**, in *La pénalisation des responsabilités politiques en droit interne et en droit international*, Colloque de l'Institut de sciences criminelles de Poitiers des 30 et 31 mai 2008, Travaux de l'Institut de sciences criminelles, vol. n° 26, Cujas, 2008, pp. 125-140.
37. **L'application française du mandat d'arrêt européen**, Rev. Dr. Pén. Crim, 2010, pp. 6-18.
38. **La reconnaissance mutuelle - Discussion**, in *Le droit pénal de l'Union européenne au lendemain du Traité de Lisbonne*, Colloque organisé par l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne les 27 et 28 janvier 2011, Société de Législation comparée, Coll. de l'UMR de droit comparé de Paris, vol. 28, 2012, pp. 225-231.
39. **La coopération judiciaire internationale en matière pénale France – Brésil – Surinam – Rapport de synthèse**, in *La coopération judiciaire internationale en matière pénale France – Brésil – Surinam*, Colloque organisé par J. FALXA, Université de Guyane, oct. 2017.
40. **Transnational evidence-gathering and the extraterritorial application of criminal procedure**, in *The Europeanization of Evidence Law in Transnational and Domestic Criminal Justice*, International Forum of European Criminal Justice, sous la direction scientifique de S. RUGGERI, Université de Messine, mai 2019.

DROIT DE LA CIRCULATION ROUTIERE

OUVRAGES

En collaboration avec P. COUV RAT et M. MASSE :

41. **Code de la route – commenté, 4^{ème} édition**, Dalloz, 2003.
42. **Code de la route – commenté, 5^{ème} édition**, Dalloz, 2005.

Sous ma direction, avec la collaboration de M. MASSE et E. AUBIN :

43. Code de la route – commenté, 6^{ème} édition, Dalloz, 2006.
44. Code de la route – commenté, 7^{ème} édition, Dalloz, 2007.
45. Code de la route – commenté, 8^{ème} édition, Dalloz, 2008.
46. Code de la route – commenté, 9^{ème} édition, Dalloz, 2009.
47. Code de la route – commenté, 10^{ème} édition, Dalloz, 2010.
48. Code de la route – commenté, 11^{ème} édition, Dalloz, 2011.

Sous ma direction, avec la collaboration de M. MASSE :

49. Code de la route – commenté, 12^{ème} édition, Dalloz, 2012.
50. Code de la route – commenté, 13^{ème} édition, Dalloz, 2013.
51. Code de la route – commenté, 14^{ème} édition, Dalloz, 2014.
52. Code de la route – commenté, 15^{ème} édition, Dalloz, 2015.
53. Code de la route – commenté, 16^{ème} édition, Dalloz, 2016.

54. Code de la route – Annoté et commenté, 17^{ème} édition, Dalloz, 2017.
55. Code de la route – Annoté et commenté, 18^{ème} édition, Dalloz, 2018.
56. Code de la route – Annoté et commenté, 19^{ème} édition, Dalloz, 2019.
57. Code de la route – Annoté et commenté, 20^{ème} édition, Dalloz, 2020.

AUTRES PUBLICATIONS

58. **Le traitement simplifié des infractions à la circulation routière**, in *Un droit pénal postmoderne ? Mise en perspective de quelques évolutions contemporaines*, PUF, 2009, pp. 291-312.
59. **Deux nouvelles compétences extraterritoriales** (*Loi n°2009-1503 du 8 déc. 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports*), RPDP, 2010, pp. 465-475.
60. **Vérifications de l'état alcoolique d'un conducteur par éthylomètre** (*obs. ss. Cass. crim. 19 mai 2015, pourvoi n°14-85046*), JCP 2015. 617.
61. **Signaler des radars sur Facebook n'est pas interdit** (*note ss. Cass. crim. 6 sept. 2016, pourvoi n°15-86412*), JCP 2016. 1246.
62. **Vérifications de l'état alcoolique d'un conducteur : le juge doit tenir compte des marges d'erreur des éthylomètres** (*note ss. Cass. crim. 26 mars 2019, pourvoi n°18-84.900*), JCP G 2019. 571.

AUTRES QUESTIONS

63. **L'état de nécessité - Commentaire de CA Poitiers 11 avril 1997**, R.J.C.O., 1998, pp. 175-195.
64. **Politique pénale. Acteurs locaux et parquet. Etude dans le département de la Vienne**, (en collaboration avec M. Massé), Recherche réalisée avec le soutien de la Mission de recherche Droit et justice, E.P.R.E.D., Faculté de droit et des sciences sociales de Poitiers, 2001.
65. **Mobilisation contre la criminalité organisée**, in *Dix ans après la réforme de 1994, quels repères dans le code pénal?*, Colloque de l'Institut de sciences criminelles de Poitiers des 5 et 6 mars 2004, Travaux de l'Institut de sciences criminelles, vol. n° 24, Cujas, 2005, pp. 101-120.
66. **Les groupes criminels**, in *Les groupes dans le droit*, Actes du colloque organisé à Nimègue (Pays-Bas) du 22 au 24 mai 2006, par les Facultés de droit de Nimègue et de Poitiers, Publicaties van de Faculteit der Rechtsgeleerdheid, Katholieke Univiersiteit Nijmegen, 2007, pp. 25-36.
67. **Le recul de l'amnistie**, in *La pénalisation des responsabilités politiques en droit interne et en droit international*, Colloque de l'Institut de sciences criminelles de Poitiers des 30 et 31 mai 2008, Travaux de l'Institut de sciences criminelles, vol. n° 26, Cujas, 2008, pp. 125-140.
68. **L'ineffectivité des peines – Rapport introductif**, in *L'ineffectivité des peines*, Colloque de l'Institut de sciences criminelles de Poitiers des 13 et 14 juin 2014, Travaux de l'Institut de sciences criminelles, vol. n° 29, LGDJ-Lextenso, 2015, pp. 11-18.
69. **Les diminutifs du procès –L'ordonnance pénale et la CRPC**, in *Quelle place pour les alternatives à la prison au seuil du XXIème siècle ?* Colloque de l'Institut de sciences criminelles de Poitiers du 14 oct. 2016, Travaux de l'Institut de sciences criminelles, vol. n° 30, LGDJ-Lextenso, 2017, pp. 25-35.
70. **L'influence de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme sur le droit pénal substantiel**, in *Cour européenne des droits de l'homme et droit pénal français : simple influence ou réelle subordination ?*, Colloque du 16 mars 2018 organisé par M.-C. SORDINO, C. LEFRANCOIS et C. VIALATTE, Université de Montpellier, Presses de la Faculté de droit et de science politique de Montpellier, 2019. [<https://www.youtube.com/watch?v=vnRoYLa4d58>]